



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie
Unité Interdépartementale Gard-Lozère**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-010-DREAL du
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

06 FEB. 2025

portant mise en demeure de la société Les Calcaires régionaux de se conformer aux prescriptions réglementaires, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Manduel et situées aux lieux dits « Jasse des Cabres » et « L'Etang »

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet du Gard
Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'acceptation des inertes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 24-025N du 31 mai 2024 portant sur le renouvellement de la carrière exploitée par la société les Calcaires Régionaux située aux lieux dits « Jasse des Cabres » et « L'Etang » sur la commune de Manduel ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur le site de la carrière le 06 janvier 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 08 janvier 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 24-025N du 31 mai 2024 dispose que « Exceptionnellement, pour un chantier local conséquent et après sollicitation de l'inspection des installations classées, il pourra être autorisé l'acceptation de ses terres et cailloux dans le respect des présentes dispositions. »

Considérant que l'exploitant a accueilli sur le site des déblais issus du chantier exceptionnel des Cadereaux de Nîmes sur le site de la carrière sans autorisation préalable de l'inspection ;

Considérant que l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 24-025N du 31 mai 2024 dispose que « Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être compatibles avec le fond géochimique local. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et moyens de transports utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. Les arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 et du 31 mai 2021 visés dans l'article 1.1.4 du présent arrêté précisent les conditions d'acceptation des inertes extérieurs le contenu des registres de suivis.»

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la compatibilité des matériaux avec le fond géochimique local et du caractère inerte des matériaux extérieurs acceptés sur le site de la carrière au titre de leur valorisation.

Considérant que les conditions d'acceptation de ces matériaux sur le site de la carrière n'ont pas été respectées ;

Considérant que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 24-025N du 31 mai 2024 dispose que « Les eaux prélevées dans le canal du Bas-Rhône-Languedoc et destinées au fonctionnement des installations ne sont pas rejetées dans la nappe. »

Considérant que la conception de l'ouvrage destiné au stockage des eaux pompées dans le Bas-Rhône-Languedoc ne permet pas de respecter la prescription sus-évoquée ;

Considérant que ces manquements sont susceptibles de provoquer des pollutions de sols et des nappes d'eaux souterraines;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société les calcaires régionaux de respecter les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : MISE EN DEMEURE

La société Les Calcaires régionaux dont le siège social est situé à La Salle - BP 5 – 13320 BOUC BEL AIR, exploitant la carrière alluvionnaire implantée aux lieux-dits « Jasse des Cabres » et « L'Étang » sur le territoire de la commune de Manduel est mise en demeure sous un **délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2024 notamment :

- les dispositions de son article 3.3.2 en justifiant de la compatibilité des matériaux issus du chantier des cadereaux de Nîmes au fond géochimique local, et du caractère inerte de ces déblais ; en établissant des documents d'acceptation préalables conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, et en régularisant le porter à connaissance relatif à l'accueil des déblais issus dudit chantier ;
- les dispositions de son article 3.2 en justifiant de l'étanchéité et de l'adaptation du dimensionnement de l'ouvrage de stockage au volume d'eau nécessaire au fonctionnement de la carrière,

Article 2 : SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de Manduel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté, dont une copie leur est adressée.
Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général


Yann GÉRARD



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le 6 février 2025

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
89 rue Wéber - CS 52002
30907 NIMES CEDEX 2

Le Directeur Régional

à

Nos réf. : /2025-02-73

Affaire suivie par : Mirella HAMRIRI
Tél. 06 58 42 02 25

Monsieur le Directeur
LES CALCAIRES REGIONAUX
L'Etang et Jasse des Cabres
30129 MANDUEL

Lettre recommandée avec AR n° 2 C 180 661 9347 5

Objet : - Installations classées pour la protection de l'environnement.

P.J. : - Un arrêté préfectoral de mise en demeure.

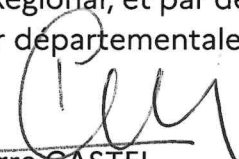
Monsieur le directeur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-010 DREAL du 06 02 2025 signé de M. le préfet du Gard relatif à l'exploitation de votre établissement situé sur la commune de Manduel.

Il vous appartient de conserver cet arrêté et d'en afficher un exemplaire de façon permanente et visible sur le site, par vos soins.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Régional, et par délégation,
Le Chef de l'Unité inter départementale Gard-Lozère,



Pierre CASTEL